REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 11 au 17 juillet 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Migration et sécurité maritime.....2
- Renforcer la coopération pour faire face aux défis régionaux

1.2 Changement climatique.....4
- Maurice jaune les risques liés aux changements climatiques

1.3 Sécurité alimentaire.....5
- Agriculture : Msadié et Silvain Requier ont visité les champs d'essais à Maweni Mbudé
- Accroître la production locale de légumineuses et améliorer la sécurité alimentaire

1.4 Coopération.....7
- L'Inde Et La France Cherchent À Construire Un Ordre Équilibré Et Stable Dans L'Indo-Pacifique

2. Centres d'Intérêts

2.1 Transition énergétique.....9
- Madagascar – La Réunion : Une centrale solaire pour électrifier la commune d'Ambohitromby

2.2 Economie.....10
- Secteur TIC – Plus de 400 entreprises créées en 3 ans
- Outre-Mer : en finir avec "l'économie de comptoir"

2.3 Environnement.....13
- Ecologie : La tortue devient le symbole de la pollution des océans selon l'ONU

2.4 Pêche.....14
- Les Seychelles signent la Charte de la SADC pour un centre de surveillance et de contrôle des pêches

La Gazette des Comores

Renforcer la coopération pour faire face aux défis régionaux

17/07/2023 Nassuf Ben Amad



© : HZK-LGDC

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont organisé un Forum régional sur la migration et la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental. Ce forum s'est tenu avec succès, en présence des représentants de plusieurs Etats, des experts et d'acteurs clés de la région.

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont organisé un Forum régional sur la migration et la sécurité maritime dans l'océan Indien occidental. Ce forum s'est tenu avec succès, en présence des représentants de plusieurs Etats, des experts et d'acteurs clés de la région.

L'objectif de ce forum régional sur la migration et la sécurité maritime dans l'océan indien est de renforcer la coopération et faire valoir l'intelligence collective pour trouver des solutions aux défis complexes liés à la migration et à la sécurité maritime en mettant l'accent sur les questions telles que les violences en mer, le trafic d'êtres humains, les flux migratoires irréguliers et illégaux et les autres atteintes aux droits humains. Selon M. Raj Mohabeer, Chargé de mission du département « Economie, connectivité, sécurité maritime et intérêts insulaires » de la Commission de l'océan Indien (COI), face à l'augmentation des flux migratoires et des activités maritimes, il est essentiel de mettre en place un cadre efficace qui garantisse la sécurité, la protection et le bien-être des migrants et qui protège les frontières maritimes.

« Un tel mécanisme favorise la coopération entre les nations, contribuant à faciliter une gestion efficace des migrations, prévenir la traite des êtres humains et le trafic de migrants, lutter contre la criminalité transnationale et promouvoir la sûreté et la sécurité maritimes. Ce forum régional a été un moment propice pour le dialogue et le partage d'expériences sur la gouvernance de la migration et pour la promotion d'une approche coordonnée face aux enjeux croissants dans l'océan Indien », souligne-t-il. Et de poursuivre : « Nos Etats ont adopté le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et ont exprimé leur engagement à assurer une meilleure gouvernance de la migration à tous les niveaux ».

Pour rappel, les Nations Unies estiment que plus de 281 millions de personnes dans le monde vivent en dehors de leur pays d'origine. Lors de ce forum, les participants ont alors examiné les défis liés à la migration dans le domaine maritime, tout en mettant l'accent sur le besoin fondamental d'assurer la sécurité maritime dans la région dans le cadre de l'Architecture de Sécurité Maritime du programme MASE de la COI. Plusieurs recommandations ont été formulées lors de ce forum. En particulier, les participants ont appelé collectivement à la mise en place d'une structure appropriée (au niveau régional et national) pour développer un plan d'action quinquennal tout en considérant les recommandations faites lors de l'atelier de juillet 2022 et les propositions faites lors du forum de juillet 2023, l'opérationnalisation effective des centres nationaux et une meilleure coordination avec les deux centres régionaux (RMIFC et RCOC) avec le soutien de l'OIM et de la COI, le renforcement des capacités des parties prenantes régionales et nationales à lutter contre la traite des êtres humains, le trafic de migrants, les migrations irrégulières et les pertes de vies humaines en mer, l'intégration de l'architecture de sécurité maritime MASE dans les stratégies des bureaux nationaux de l'OIM pour une meilleure coordination.

Nassuf Ben Amad

Pour en savoir plus :

- https://freedom.fr/coi-renforcer-la-cooperation-pour-faire-face-aux-defis-regionaux/
- https://imazpress.com/actus-reunion/commission-de-l-ocean-indien-un-forum-regional-sur-la-migration-et-la-securite-maritime
- https://ionnews.mu/forum-regional-sur-la-migration-et-la-securite-maritime-dans-locean-indien-occidental/
- https://actu.mu/coi-oim-forum-regional-sur-la-migration-et-la-securite-maritime-dans-locean-indien-occidental/

Maurice jaune les risques liés aux changements climatiques



Ils vont des cyclones aux tempêtes, en passant par les fortes précipitations et les périodes de sécheresse, sans compter les inondations, les houles anormales et les raz-de-marée.
Maurice est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Le ministère de l'Environnement a publié au début de la semaine dernière la liste des phénomènes météorologiques extrêmes et autres risques auxquels l'île sera confrontée afin qu'elle puisse mieux se préparer.
Ils vont des cyclones aux tempêtes, en passant par les fortes précipitations et les périodes de sécheresse, sans compter les inondations, les houles anormales et les raz-de-marée.
La menace première pour Maurice : les cyclones. Les données météorologiques indiquent que bien qu'il n'y ait pas un nombre élevé de météores dans le bassin au Sud-ouest de l'océan indien, la tendance sera plutôt aux systèmes dépressionnaires pouvant s'intensifier rapidement en cyclones accompagnés de rafales dépassant les 165 km/h. Durant la dernière décennie, au moins une intensification de ce type a été notée.
La modélisation des cyclones tropicaux n'étant pas suffisamment prise en compte au niveau mondial, le projet BRIO (Building Resilience in the Indian Ocean) de la Commission de l'océan Indien démontre son utilité pour permettre aux pays membres à se mieux se préparer face à une tempête ou un cyclone. Des simulations climatiques seront mises à la disposition des Comores, de La Réunion, de Madagascar, de Maurice et des Seychelles.
Les crues subites sont aussi un gros problème pour Maurice. Les fortes précipitations de mars à février qui les provoquent ont augmenté. Il y a 21 ans, 200 zones inondables ont été identifiées. Ce chiffre est passé à 450 en 2019. Entre novembre 2020 et avril 2021, quatre épisodes de fortes précipitations et de pluies torrentielles ont provoqué trois crues subites. Le Programme des Nations unies pour le développement a identifié 79 autres zones inondables en 2021. **Suite de l'article**

Lire aussi :
Database on Climate-Related Risk Drivers : Constat glaçant face au changement climatique Lemauricien.com

Agriculture : Msaidié et Silvain Riquier ont visité les champs d'essais à Maweni Mbudé

Dans le cadre du projet Food-Sec, le ministre de l'agriculture, Houmed Msaidié et l'ambassadeur de France aux Comores, Sylvain Riquier ont effectué, lundi dernier, une visite dans les champs expérimentaux, à Maweni Mbudé. Cette visite permet de visualiser les avancées des travaux déjà réalisés et les défis à relever afin de faciliter les agriculteurs à l'accès à des semences de qualité et à moindre coût. Des bâtiments de stockage des produits, à l'insémination des bovins et des volailles sont construits.



L'Union Européenne (UE) en partenariat avec la commission de l'océan indien ont accordé un programme régional

L'Union Européenne (UE) en partenariat avec la commission de l'océan indien ont accordé un programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Sud-ouest de l'Océan Indien (SANOI). C'est un projet Food-Sec, visant à relancer la filière régionale de semences et de plants certifiés dans le Sud-ouest de l'Océan indien, adaptés au changement climatique par les producteurs aux besoins alimentaires et nutritionnels.

Dans la foulée, le ministre de l'agriculture, Houmed Msaidié et Sylvain Riquier, ambassadeur de France aux Comores, ont visité les champs expérimentaux à Maweni Mbudé. C'est pour analyser les avancements des travaux déjà réalisés et soulever les problèmes rencontrés pouvant causer un ralentissement de ce projet.

« Après avoir visité les champs des essais, les participants se sont entretenus avec les techniciens sur place. Ces derniers n'ont pas manqué de soulever les défis auxquels ils ont eu à faire face, notamment les réticences de certains producteurs à respecter les protocoles qui ont été mis en place », explique le service de communication du ministère de l'agriculture.

« Les visiteurs ont pu constater de visu, les différents bâtiments dédiés au stockage des produits, à l'insémination des bovins ainsi que celui des volailles. Ils ont pu visiter, par ailleurs, la nouvelle entreprise d'embouteillage Nyora, de l'eau de source qui prend ses racines dans le massif de la grille. Et cette tournée a permis de voir le chemin à parcourir pour que le développement de nos localités soit une réalité tangible », a-t-il renchéri.

Abdoulandhum Ahamada

Accroître la production locale de légumineuses et améliorer la sécurité alimentaire



Formuler des recommandations pour améliorer le secteur des semences de haricots. C'est dans cette optique que s'est tenu un atelier de travail, le 13 juillet, à l'hôtel Voilà à Bagatelle. L'événement, organisé par le Food and Agricultural Research and Extension Institute (FAREI), visait à discuter et à valider les résultats d'un rapport d'enquête sur le secteur du haricot réalisé en 2022.

La directrice générale par intérim du FAREI, Micheline Seenevassen Pillay, a souligné que le projet FoodSec-Semence/SANOI est un projet clé qui vise à renforcer la sécurité alimentaire à Maurice et dans la région. Dans le cadre de ce projet, l'île Maurice a été chargée de renforcer les secteurs de la pomme de terre et des semences de haricots.

Micheline Seenevassen Pillay a annoncé qu'une variété de haricot riche en vitamines et en fer s'est avérée être une culture prometteuse au niveau local et quelque 350 kg de ses semences ont été produits, dont certains ont été distribués aux Comores et aux Seychelles. Elle a rappelé que le projet s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement pour accroître la production locale de légumineuses dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

L'Inde Et La France Cherchent À Construire Un Ordre Équilibré Et Stable Dans L'Indo-Pacifique



Paris [France], 15 juillet (ANI) : L'Inde et la France ont déclaré vendredi qu'elles croyaient en des régions indo-pacifiques libres, ouvertes, inclusives, sûres et pacifiques. Les deux nations ont noté qu'elles cherchaient à garantir leurs intérêts économiques et de sécurité et à construire un ordre équilibré et stable dans la région.

Les deux nations ont publié la feuille de route indo-pacifique Inde-France. La feuille de route indique que l'Inde et la France sont des puissances résidentes stratégiquement situées et des partenaires clés avec des enjeux vitaux dans l'Indo-Pacifique.

« Le partenariat indo-français dans l'océan Indien est devenu un axe important de nos relations bilatérales. En 2018, l'Inde et la France se sont mis d'accord sur une vision stratégique conjointe de la coopération indo-française dans la région de l'océan Indien. Nous sommes maintenant prêts à étendre notre efforts conjoints dans le Pacifique », indique le communiqué.

Les deux pays continueront de travailler ensemble pour étendre la coopération au développement aux pays d'autres régions, l'Afrique, la région de l'océan Indien, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique. Les deux pays ont annoncé qu'ils renforceraient les accords plurilatéraux avec l'Australie et les Émirats arabes unis et en construiraient de nouveaux dans la région.

« Nous renforcerons nos accords plurilatéraux avec l'Australie et les Émirats arabes unis et en construirons de nouveaux dans la région. Nous renforcerons notre coopération dans des forums régionaux tels que l'Association des pays riverains de l'océan Indien, le Symposium naval de l'océan Indien, la Commission de l'océan Indien, le Code de conduite de Djibouti, le ADMM+ et ARF », indique le communiqué.

L’Inde et la France ont annoncé qu’elles renforceront la coordination de la sécurité maritime par le biais de l’IFC-IOR en Inde, de l’EMASoH aux Émirats arabes unis et d’Atalanta, du RCOC aux Seychelles, du RMIFC à Madagascar et du ReCAAP à Singapour. La France soutient également la volonté de l’Inde de rejoindre les Forces maritimes combinées (CMF).
« Nous pensons que le partenariat Inde-France sera un pilier crucial des arrangements interconnectés et croisés dans la région indo-pacifique et indispensable pour un avenir pacifique et prospère pour la région indo-pacifique », indique le communiqué.
Les deux pays travailleront ensemble pour faire avancer les objectifs de l’Initiative des océans indo-pacifiques, qui vise à relever les défis communs dans la région grâce à des actions collaboratives dans le cadre de ses sept piliers. **Suite de l’article**

Madagascar – La Réunion : Une centrale solaire pour électrifier la commune d'Ambohitromby



La visite d'une délégation conduite par le président du Sénat, Herimanana Razafimahefa, à la Réunion dans le cadre d'une coopération décentralisée en février dernier, a bel et bien porté ses fruits.

La preuve, une centrale solaire servant à alimenter en électricité 3 000 ménages dans la commune d'Ambohitromby, district d'Ankazobe, a été inaugurée samedi dernier. Cette infrastructure en énergie renouvelable a été mise en place suite au partenariat du Sénat avec Solar Plexus, la société leader dans ce domaine au niveau de l'Océan Indien, et la Chambre des Métiers et d'Artisanat de la Réunion. « Le Sénat a pour mission de soutenir les collectivités territoriales décentralisées, outre son pouvoir de légiférer. Nous ne ménageons pas nos efforts pour apporter des solutions en vue d'asseoir un développement local au niveau de ces organes de démembrement de l'Etat. A part l'électrification de la commune rurale d'Ambohitromby, une dizaine d´autres communes riveraines auront accès à l'énergie propre, grâce à l'extension de ce projet mené par les deux parties », a annoncé le président de la Chambre haute Herimanana Razafimahefa, lors de l'inauguration de cette centrale solaire. Le ministre de l'Energie et des Hydrocarbures, Soloniaina Andriamanampisoa, des autorités et élus locaux ainsi qu'une forte délégation réunionnaise, ont assisté à cette cérémonie.

Coût de recharge abordable

« Cette plateforme solaire constitue une meilleure solution permettant à chaque ménage d'avoir la lumière tous les jours tout en alimentant ses appareils électroniques tels que la radio, le téléphone portable, voire les téléviseurs. Le bénéficiaire n'aura qu'à recharger sa batterie portative chaque semaine, et ce, moyennant un coût de recharge abordable d'une valeur de 3 000 Ar. **Suite de l'article**

Secteur TIC – Plus de 400entreprises créées en 3 ans

Une croissance à double tranchant. Madagascar a connu une explosion remarquable dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ces dernières années, avec plus de 400 nouvelles entreprises créées en seulement trois ans, selon les chiffres présentés par Adriannie Tamoha, directeur des services aux investisseurs à l'Economic development board of Madagascar (EDBM). Cette croissance est tirée par des avantages comparatifs tels que des connexions Internet parmi les plus rapides du continent africain, un taux de pénétration de l'internet en hausse de 12,59 %, une couverture nationale 3G à 78 % et 4G à 46 %, ainsi qu'un taux de pénétration de la téléphonie mobile à 46,58 %. Cette croissance a été renforcée par des avantages compétitifs tels que des coûts d'électricité très bas, inférieur à 0,2 dollar le kilowattheure, des loyers mensuels allant de 10 à 15 dollars par mètre carré et des salaires moyens compris entre 200 et 600 dollars par mois. Des chiffres bien en deçà des standards internationaux. Cependant, les problèmes d'infrastructures et de fiabilité de l'électricité persistent. D'ailleurs, cette floraison d'entreprises est principalement portée par des capitaux étrangers.

Bien que cela puisse apporter des emplois et de la valeur ajoutée à l'économie malgache, les profits sont rapatriés en dehors du pays. L'EDBM a désigné Intelcia, Webhelp, Teleperformance et Outsourcia comme ambassadeurs du secteur. Avec l'annonce récente de la libéralisation totale des télécoms, ils jouent un rôle clé pour rassurer et par la suite attirer les investisseurs étrangers. Comme on peut le constater, les compétences en business process outsourcing, notamment les centres d'appel priment dans le tissu numérique malgache. Cependant, les investisseurs locaux semblent avoir du mal à déverrouiller leur potentiel d'investissement. On déplore un faible transfert de technologie de la part des enseignes étrangères. Les entreprises locales convergent plutôt vers le marché du développement web et de création de sites de commerce en ligne, absorbant quasiment tous les étudiants sortants d'écoles d'informatique. Mais le secteur est dominé par l'informel. Ils sont près de 85 000 travailleurs informels dans les services de développement web, de rédaction web, de traduction, de design et graphisme et dans le community management, contre 23 000 formellement enregistrés.

Outre-Mer : en finir avec "l'économie de comptoir"

VIE CHÈRE. Dans le cadre de la commission d'enquête sur la vie chère dans les Outre-Mer, les députés de gauche de La Réunion avancent leurs propositions avec l'appui de Christophe Girardier, auteur de trois rapports rendus à l'Observatoire des prix des marges et des revenus (OPMR) de La Réunion. Limiter les parts de marché, la prolifération des grandes surfaces et réguler plus, en font notamment partie.

"Le facteur principal de la vie chère est essentiellement le modèle économique appliqué dans les Outre-Mer, qui n'a pas rompu avec les travers de l'économie de comptoir : quelques acteurs qui dominent tout au détriment du développement économique interne à la Réunion", affirme Christophe Girardier, président de Bolonyocte Consulting et auteur de trois rapports rendus à l'Observatoire des prix des marges et des revenus (OPMR) de La Réunion.

Il dresse là un état des lieux du marché de la distribution généraliste, deux ans après le rachat par GBH (Groupe Bernard Hayot : Carrefour, Fnac, Décathlon, etc.) de Vindemia. Christophe Girardier a été invité par les députés Jean-Hugues Ratenon et Perceval Gaillard, dimanche, afin de faire connaître leurs propositions pour enrayer la hausse constante et durable (voir graphique ci-contre) du coût de la vie à La Réunion.

Cette étude a été diligentée dans le cadre de la commission d'enquête sur la vie chère dans les Outre-Mer, une chose qu'il a *"fallu arracher"*, au gouvernement, qui selon les députés, était réticent à l'idée de se saisir du problème. "Le gouvernement - dont les ministres Bruno Le Maire et Jean-François Carenco ont été auditionnés - fait un peu comme Chirac le disait : la maison brûle, on regarde ailleurs", fustige Perceval Gaillard. Il poursuit en pointant du doigt le manque de volonté du gouvernement lorsqu'il s'agit de bloquer les prix. "Tout est fait pour ne pas aborder la question des solutions politiques à cette situation." **Suite de l'article**

Écologie : La tortue devient le symbole de la pollution des océans selon l'ONU



Sensibiliser les enfants aux dangers liés au plastique pour nos océans. Le livre « le Monde selon Nyamba II : l'océan plastique » a été sélectionné par l'ONU, Organisation des Nations Unis. Une sélection qui fait écho a la nouvelle exposition de Kelonia « Ziska kan Torti i manz Plastik ? »
De nos jours, les océans sont envahis par le plastique. Fruit de la surconsommation humaine, ces déchets menacent la faune et la flore marine. Les tortues ne sont pas épargnées par la pollution. À Saint-Leu, et plus précisément à Kelonia, les chercheurs font tout leur possible pour sensibiliser les visiteurs sur la menace qui plane sur nos océans.
"On retrouve des morceaux de plastiques dans les excréments de toutes les tortues qui arrivent au centre", ce sont les mots de Stéphane Ciccione, directeur de Kélonia. Pour tenter de sensibiliser le plus de monde possible au danger du plastique dans nos océans, le musée de l'ouest a mis en place l'exposition : "Ziska kan Torti y manz Plastik"

Pour ces deux visiteurs, le constat est affligeant. "C'est effrayant de voir la quantité de plastique dans les océans" "C'est choquant que nos actions en tant qu'humain tue des tortues chaque année", précisent une mère et sa fille.
La tortue : symbole de la pollution des océans
Depuis peu, L'ONU (Organisation des Nations Unis) reconnait la tortue comme : "symbole de la pollution des océans". Pour appuyer cette décision, les Nations Unis ont sélectionné le livre « Le Monde selon Nyamba II : l'océan plastique ». Nyamba, une petite tortue comorienne, cherche à sensibiliser les adultes de demain sur leur consommation de plastique.
Pour l'autrice, Patricia Tella, cette sélection est la première pierre de l'édifice. "On va sensibiliser les enfants qui vont contribuer à un monde meilleur. Ils vont aller sensibiliser les parents", précise l'écrivaine.

Les Seychelles signent la Charte de la SADC pour un centre de surveillance et de contrôle des pêches

By: Salifa Karapetyan édité par Betymie Bonnelame et traduit par Rudie Bastienne



La Charte a été signée par le ministre seychellois pour la pêche, Jean François Ferrari (2e à droite. (Seychelles Nation)

(Seychelles News Agency) - Les Seychelles sont sur le point de participer à une plus grande coopération régionale dans leur lutte contre la **pêche** illégale, non déclarée et non réglementée (INN) avec la signature de la Charte du Centre de coordination du contrôle et de la surveillance des pêches de la SADC (MCSCC).

Le Conseil des ministres de la SADC a approuvé la Charte en août 2017 à Pretoria, en Afrique du Sud, et est entrée en vigueur le 8 avril 2023. La Charte vise à fournir un cadre juridique pour la création et l'opérationnalisation d'une institution qui coordonnera les mesures relatives au contrôle de la surveillance des pêches et la surveillance (MCS) dans la région de la SADC.

La Charte a été signée par le ministre seychellois pour la **pêche**, Jean François Ferrari, lors d'une cérémonie vendredi. Les Seychelles sont devenues le 12e État membre de la SADC à signer la Charte.

La vice-présidente de l'équipe technique régionale de la SADC, Julie Bibi, a déclaré à la presse que l'adhésion à la Charte aidera les Seychelles à accroître sa coopération régionale.

"Nous aurons un registre régional des navires, où si un navire est autorisé dans un pays, nous pourrons le savoir grâce à la communication avec d'autres pays membres. Nous prévoyons d'avoir un VMS régional (Système de surveillance des navires) à travers lequel nous pourrons partager des données. Il y aura beaucoup de renforcement des capacités qui aideront

également les pays membres à accroître leurs capacités en matière de MCS », a déclaré Mme Bibi.
Au fil des ans, les Seychelles ont fait des progrès en matière de suivi, de contrôle et de surveillance en améliorant la mise en œuvre des mesures liées au commerce pour prévenir la **pêche** INN et en réorganisant la configuration du département MCS pour permettre l'exécution des obligations internationales cruciales.
"La **pêche** joue un rôle essentiel dans les moyens de subsistance du peuple seychellois, dans notre économie et plus encore dans la région de la SADC. La signature de la charte du MCSCC souligne cette importance et vous comprendrez pourquoi nous accordons autant d'importance à donner vie et autorité à cette Charte », a déclaré M. Ferrari.